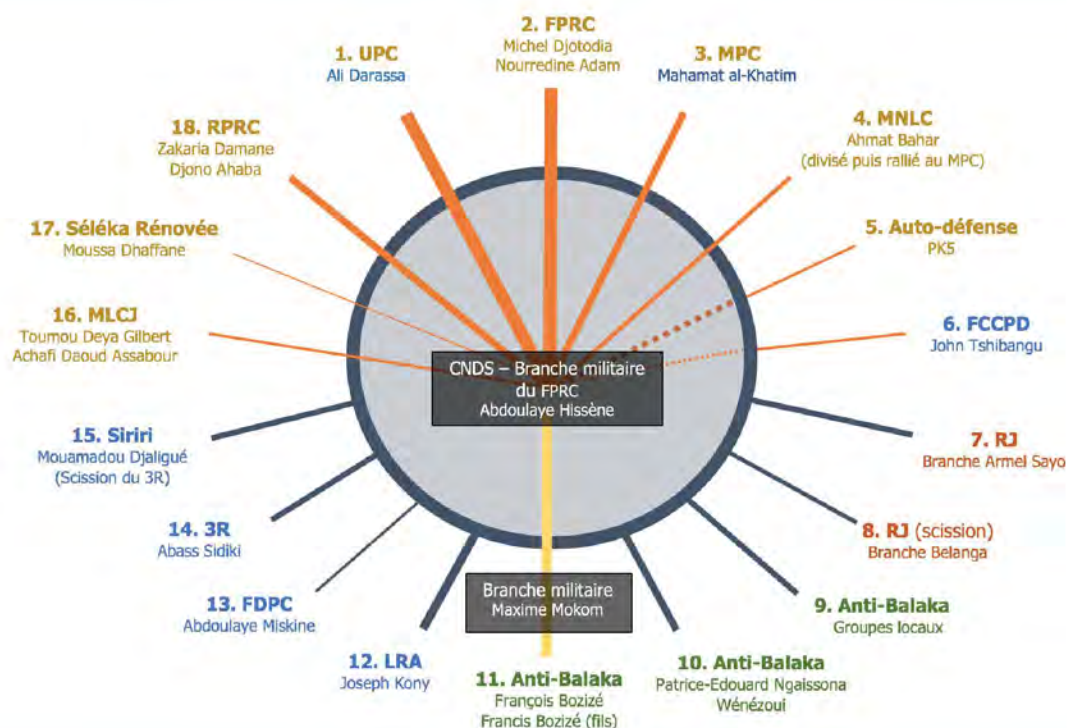


Prolifération II

La frénésie du pouvoir et les guerres d'influence aux origines de l'escalade des violences sectaires en République centrafricaine



Nathalia Dukhan
Novembre 2018



enough

The project to end genocide and crimes against humanity

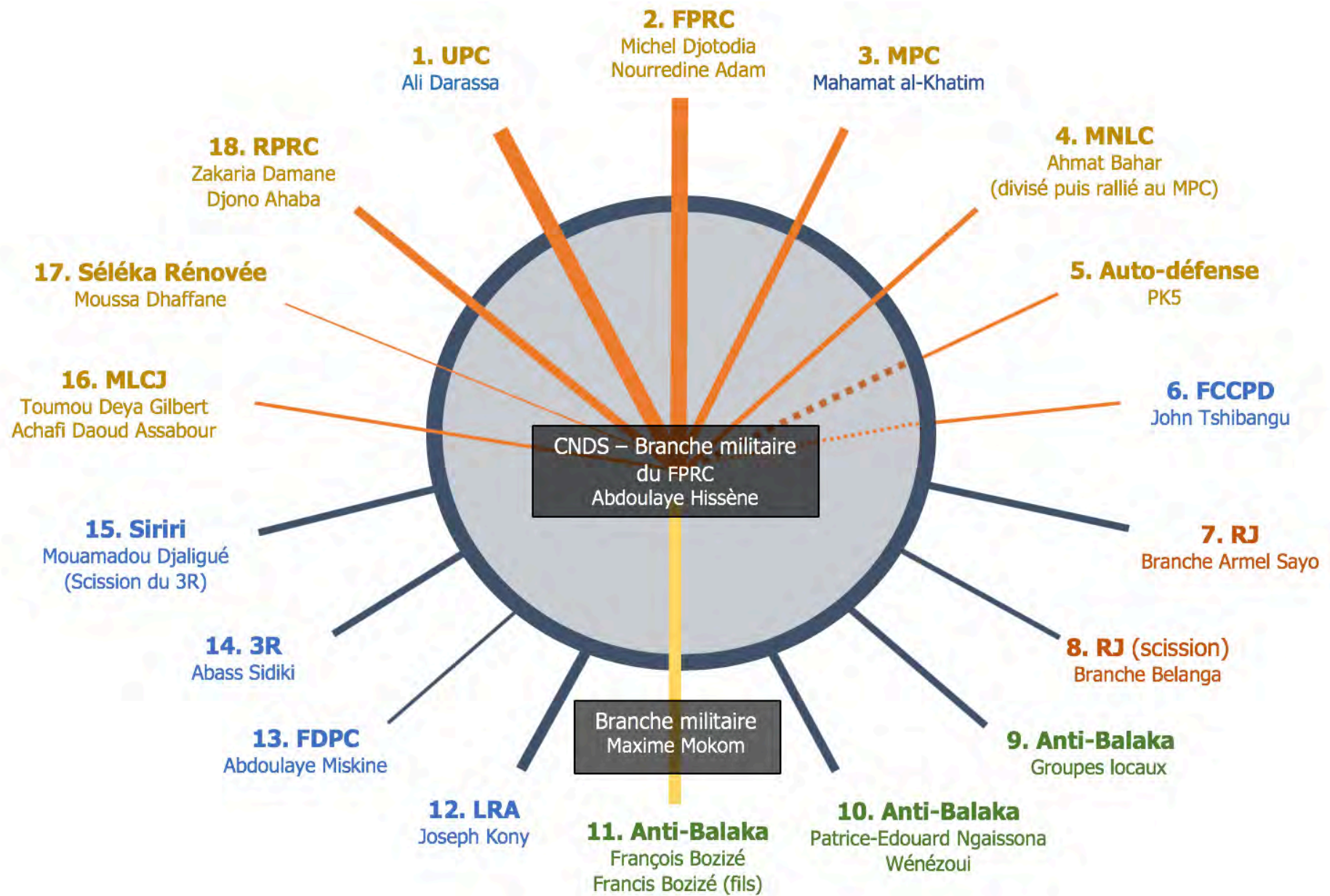
Prolifération II

La frénésie du pouvoir et les guerres d'influence aux origines de l'escalade des violences sectaires en République centrafricaine

Nathalia Dukhan
Novembre 2018

Table des matières

Graphique : Groupes armés et alliances politico-militaires	1
Tableau : Liste des groupes armés et leurs acronymes	2
Légende du graphique des groupes armés	3
Zones d'influence et de contrôle des groupes armés en République centrafricaine	4
Note d'analyse: La frénésie du pouvoir et les guerres d'influence aux origines de l'escalade des violences sectaires en République centrafricaine	
Résumé Exécutif	5
Recommandations	6
Ennemis hier, alliés aujourd'hui : les systèmes d'alliances entre groupes armés	9
L'alliance des Nairobistes : 2015 – Présent	10
La coalition anti-UPC : 2016 – 2017	10
L'alliance FPRC-UPC-MPC : Fin 2017 – Présent	12
Les médiations politiques au cœur de la guerre d'influence	13
La culture politique du coup d'État : moteur du système de kleptocratie violente	14
Conclusions : Repenser le processus de paix	17
Annexe : Les violences sectaires, une arme de guerre	18
Tableau des principales communautés ciblées entre 2005 et 2018	
Références	19



République centrafricaine : Liste et acronymes des factions armées et groupes politico-militaires

Rapport de situation - Octobre 2018

No-	Acronymes	Nom complet	Chefs militaires et politiques principaux	Bastions
1	UPC	Union pour la paix en Centrafrique	Ali Darassa	Alindao, Bokolobo (est du pays)
2	FPRC	Front populaire pour la renaissance de la Centrafrique	Michel Djotodia Nourredine Adam	Birao, Ndélé, Bria, Kaga-Bandoro (nord et est du pays)
3	MPC	Mouvement patriotique pour la Centrafrique	Mahamat al-Khatim	Kaga-Bandoro (centre du pays) Moyenne-Sido - RCA (centre-nord)
4	MNLC	Mouvement national pour la libération de la Centrafrique	Ahmat Bahar	Bémal (nord-ouest du pays)
5	Groupes d'auto-défense – Pk5	Groupes d'auto-défense – Bangui (Pk5)	Groupe 1 : Nimery Matar alias « Force » Groupe 2 : Djido (alias « 5 minutes ») Groupe 3 : Oumarou Amadou (alias « Tola ») Groupe 4 : Moussa Danda Groupe 5 : Youssouf (alias « You le géant ») Groupe 6 : Mahamat Tahir (alias « Apo »)	Quartier PK5 - Bangui
6	FCCPD	Front du peuple congolais pour le changement et la démocratie	John Tshibangu (arrêté en 2018)	Quelques hommes déployés aux environs de Ndélé et Bria
7	RJ – Sayo	Révolution justice	Armel Ningatouloum Sayo	Environs de Paoua (nord-ouest du pays)
8	RJ - Bélanga	Révolution justice (scission)	Bertrand Belanga (tué par balle)	Environs de Paoua (nord-ouest du pays)
9	Anti-Balaka (groupes locaux)	Groupes anti-Balaka locaux	Plusieurs chefs locaux	Dispersés sur l'ensemble du territoire, surtout dans le sud-ouest et sud-est du pays
10	Anti-Balaka - Ngaissona	Coordination nationale des ex. anti-Balaka	Édouard-Patrice Ngaissona	Boy-Rabe, Boeing, Combattant (Bangui)
11	Anti-Balaka – Bozizé	Anti-Balaka	François Bozizé Francis Bozizé (son)	Gobongo, Boy-Rabe, Combattant (Bangui)
12	LRA	Armée de résistance du seigneur	Joseph Kony	Environs d'Obo, Sam-Ouandja, Yalinga (est du pays)
13	FDPC	Front démocratique du peuple centrafricain	Martin Koumtamadji (Alias Abdoulaye Miskine)	Foro, Zoukombo, Nguia-Bouar (ouest du pays)
14	3R	Retour, réclamation et réhabilitation	Sidiki Abass	Koui (nord-ouest du pays)
15	Siriri	Mouvement Siriri	Mouamadou Djaligué	Amada Gaza, Abba (sud-ouest du pays)
16	MLCJ	Mouvement des libérateurs centrafricains pour la justice	Toumou Deya Gilbert Achafi Daoud Assabour (alias « Seigneur de guerre »)	Birao (nord-est du pays)
17	Séléka Rénovée	Séléka renovée	Mohamed Moussa Dhaffane	Kaga-Bandoro (centre du pays)
18	RPRC	Rassemblement patriotique pour le renouveau de la Centrafrique	Zakaria Damane Djono Ahaba	Bria, Tiringoulou (centre-est du pays)
	CNDS	Commission nationale de défense et de sécurité	Abdoulaye Hissène	Ndélé, Bria, Kaga-Bandoro
	Anti-Balaka/Mokom	Anti-Balaka – Branche militaire pro-Bozizé	Maxime Mokom	Gobongo (nord de Bangui)

Légende du graphique

Groupes armés identifiés par affiliation :

- Jaune** → Groupes armés liés/issus de la coalition Séléka, formée à la fin de l'année 2012.
- Orange** → Groupes armés liés/issus du régime de Ange-Félix Patassé, au pouvoir entre 1993-2003.
- Vert** → Groupes armés liés/issus du mouvement anti-Balaka, formé à partir de 2013.
- Bleu** → Groupes armés originaires/issus des pays voisins.

CNDS – Branche militaire
du FPRC
Abdoulaye Hissène

La Commission nationale de défense et de sécurité (CNDS) est la branche militaire du FPRC. Elle dispose d'une certaine autonomie d'action. Créée en octobre 2016 à l'occasion de l'Assemblée Générale du FPRC tenue à Bria, cette commission est présidée par Abdoulaye Hissène. Ce dernier joue un rôle moteur dans le jeu des alliances entre groupes armés.

Anti-Balaka
Branche militaire
Maxime Mokom

Depuis 2015, Maxime Mokom est le coordonnateur militaire des anti-Balaka restés fidèles à l'ancien président, François Bozizé. Ils manœuvrent avec le parti politique de François Bozizé, le Kwa Na Kwa, pour militer en faveur de son retour au pouvoir et pour renforcer l'influence de son groupe ethnique au pouvoir, les gbayas.

Lignes au centre du graphique : alliances militaires et politiques entre groupes armés

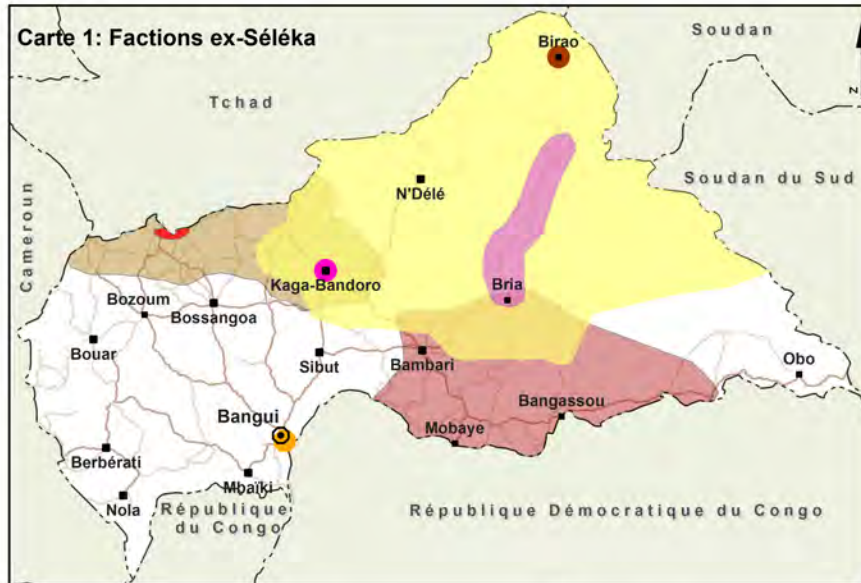
Alliance entre factions ex-Séléka :

- **UPC-FPRC-MPC** : En octobre 2017, à Ippy et à Maloum, les chefs militaires de l'UPC et du FPRC/CNDS (Ali Darassa et Abdoulaye Hissène) signent un accord mettant fin à 12 mois de combats entre les deux groupes. Le MPC est également signataire de l'accord.
- **UPC-RPRC-FPRC** : En mai 2018 à Bria, les chefs militaires de l'UPC et du RPRC (Ali Darassa et Zakaria Damane) se réconcilient officiellement. Ils annoncent la fin officielle des hostilités entre les communautés Foulani et goulas. Malgré certaines tensions entre Zakaria Damane et Abdoulaye Hissène, les deux hommes coordonnent des opérations militaires conjointes.
- **MNLC-MPC-FPRC** : En mai 2018, le MNLC dirigé par Ahmat Bahar annonce que le groupe rejoint la chaîne de commandement du MPC dirigée par Mahamat al-Khatim. Bahar annonce également officiellement son ralliement au FPRC/CNDS.
- **Séléka Renovée – Coalition FPRC** : Malgré une alliance informelle avec le FPRC et un nombre limité de combattants sous ses ordres, Mohamed Moussa Daffhane (l'ancien numéro trois de la coalition Séléka, actuellement basé en France) manœuvre avec les chefs du FPRC pour renforcer son influence politique.
- **Force-MPC-CNDS** : Un groupe, anciennement appelé groupe d'auto-défense, installé dans le quartier PK5 à Bangui et dirigé par Nimery Matar alias Force, est désormais qualifié de groupe criminel. Celui-ci s'allie parfois avec des factions ex-Séléka, en particulier le MPC et le CNDS d'Abdoulaye Hissène, pour déstabiliser Bangui, la capitale.
- **MLCJ-FPRC-RPRC-CNDS** : Toumou Deya Gilbert est chargé de mission à la présidence. Pourtant, une alliance informelle existe avec le FPRC/CNDS et le RPRC.

Alliance des Nairobiistes :

Formée en 2015, cette alliance est le fruit d'une réconciliation opportuniste entre les clans des deux anciens présidents, François Bozizé et Michel Djotodia. Cette alliance politique et militaire entre une faction ex-Séléka (FPRC/CNDS) et l'aile anti-Balaka dirigée par Maxime Mokom est régulièrement activée lorsque leurs intérêts convergent. Sur le terrain, Abdoulaye Hissène et Maxime Mokom agissent de concert pour déstabiliser et inciter les haines intercommunautaires. Sur le plan politique, Michel Djotodia et François Bozizé exercent une forte influence sur ces deux groupes.

Zones d'influence et de contrôle des groupes armés en République centrafricaine – Octobre 2018



- ⊙ Capitale
- Préfecture
- Routes primaires
- Routes secondaires



République Centrafricaine: Zones de contrôle et d'influence des groupes armés

Carte 1

- Séléka rénovée
- Auto-défense PK5
- MLCJ
- FPRC/CNDS
- UPC
- MPC
- RPRC
- MNL

Carte 2

- ★ AB chefs locaux (com-zones)
- Coordination AB (Mokom & Ngaissona)
- Zone d'influence AB

Carte 3

- RJ
- LRA
- FDPC
- 3R
- Siriri

Immergis pour enough 2018 - Source: enough, IPIS 2018, OSM

0 200 km

Note d'analyse : La frénésie du pouvoir et les guerres d'influence aux origines de l'escalade des violences sectaires en République centrafricaine

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Cinq ans après le déclenchement de la guerre en République centrafricaine (RCA), le dénouement du conflit semble lointain.¹ Devenu au fil du temps un territoire ingouvernable, le pays s'enfoncé dans une crise structurelle sanglante pourtant qualifiée de conflit de basse intensité. Des communautés entières sont en effet régulièrement ciblées dans des opérations militaires savamment orchestrées. La responsabilité du chaos est surtout attribuée aux groupes politico-militaires et à diverses bandes armées qui règnent en maître dans le pays.² Depuis 2014, la prolifération de ces groupes armés et leur expansion sur l'ensemble du territoire national³ traduisent l'enracinement et la professionnalisation d'un secteur d'activités en plein essor, celui de l'entrepreneuriat politico-criminel. En zones rurales, ces groupes sont les premiers pourvoyeurs d'emplois pour une jeunesse désœuvrée. L'insécurité régionale offre également des débouchés pour les mercenaires originaires des pays voisins, en particulier du Tchad et du Soudan.⁴ Leur prolifération et les trafics transnationaux d'armes et de ressources naturelles posent des enjeux majeurs pour l'ensemble de la sous-région Afrique centrale.

En plus d'avoir des visées prédatrices, certains chefs de groupes armés affichent volontiers leur soif du pouvoir. C'est dans cette logique qu'ils font et défont des alliances entre eux. Applaudis lorsqu'ils se « réconcilient », les armes ne se taisent pourtant pas. Les tactiques militaires changent et elles présagent une redéfinition des centres de pouvoir. En réalité, ces mutations reflètent une guerre d'intérêts que se livrent une multitude d'acteurs nationaux et étrangers. Lorsque les intérêts convergent, des alliances éphémères se forment mais les « réconciliations » sont souvent de courte durée. Dès que les enjeux changent, les alliances se transforment elles aussi et la guerre prend une nouvelle tournure. Souvent méconnus du public, ces agendas cachés sont pourtant à l'origine de l'instabilité en Centrafrique.

Étiqueté guerre civile, le conflit centrafricain présente à priori tous les symptômes d'une guerre entre communautés ethniques et religieuses. Alors que les groupes armés acquièrent des équipements militaires de plus en plus sophistiqués et mobilisent des hommes de mieux en mieux formés,⁵ les communautés s'arment elles-aussi et participent parfois aux combats. Le secrétaire-général de l'ONU l'indique dans son récent rapport : « depuis avril 2018, la Centrafrique vit une résurgence des discours sectaires et l'intensification des affrontements intercommunautaires ».⁶ Entre avril et mai 2018, la Mission de stabilisation des Nations Unies (Minusca) recense 39 articles publiés dans 11 journaux nationaux qui incitent à la discrimination et à la violence.⁷ Le phénomène n'a rien de nouveau. Depuis 2005, plusieurs communautés ethniques et religieuses ont été victimes de discriminations et d'assassinats ciblés (voir annexe).⁸ En 2018, en plus des attaques répétées sur les musulmans, les chrétiens sont également devenus des cibles.⁹

Ces violences sectaires sont brandies comme une arme de guerre. Elles visent à diviser et inciter la haine entre communautés. En l'absence d'État de droit, les populations traquées se tournent alors vers des protecteurs. Ces derniers, à l'origine de la montée des tensions, recherchent quant à eux une assise

Plus les commanditaires de violence de masse représentent une menace, plus leur pouvoir de négociation s'accroît et leurs gains sont élevés.

populaire pour légitimer leurs crimes et leur pouvoir. En jouant sur un sentiment de solidarité ethnique ou religieuse, ces « protecteurs » mobilisent de jeunes combattants et des financements. Les systèmes d’alliances entre groupes armés se multiplient et se renforcent grâce à ce climat délétère. Souvent éphémères et opportunistes, ces arrangements révèlent une épreuve de force. Plus les commanditaires de violence de masse représentent une menace, plus leur pouvoir de négociation s’accroît et leurs gains sont élevés. Le chef de groupe armé (le FPRC/CNDS), Abdoulaye Hissène, illustre d’ailleurs bien ce système lorsqu’il déclare « il faut que les hommes meurent, que le sang coule pour que des gens (comme moi) deviennent riches ».¹⁰

Considérés comme des interlocuteurs politiques légitimes avec qui il est nécessaire de négocier la paix tout en étant reconnus comme des criminels, les chefs des groupes armés monnayent leur position de force au prix fort. Pendant ce temps, la valse des médiations se poursuit en Centrafrique, sans qu’aucune solution durable et cohérente ne voit le jour. Au contraire, ces processus politiques dits de « dialogue » servent aujourd’hui comme instruments de luttes d’influence entre acteurs nationaux, puissances régionales et internationales. La course aux armes se poursuit aussi tant du côté des groupes armés, que du côté du gouvernement,¹¹ assistés dans cette tâche par des réseaux d’acteurs extérieurs. Cette situation fait redouter une escalade des violences en formation, plus sanglante encore que par le passé.

En mai 2018, au lendemain d’une offensive meurtrière sur l’église de Fatima située dans la capitale du pays, Bangui,¹² la plateforme des confessions religieuses en Centrafrique a dénoncé dans un mémorandum « les visées de certains pays voisins et étrangers, qui cherchent à dérouler (en Centrafrique) des agendas cachés afin de l’occuper, par le biais de groupes armés orientés et entretenus par eux ».¹³ En Centrafrique, la théorie du complot n’est pas une théorie mais une réalité vécue au quotidien. Dans ce contexte, la paranoïa du coup d’État envahit le clan présidentiel. Les rumeurs de complots visant à destituer Faustin-Archange Touadéra avant les prochaines élections de 2021 vont bon train. Dans un pays qui a connu cinq coups d’état réussis depuis 1960 - et de nombreuses tentatives mises en échec grâce à l’intervention de pays alliés, la menace n’est pas prise à la légère.

En deux ans à la tête du pouvoir, le président ne s’est pas fait beaucoup d’amis. Au contraire, l’essentielle de la classe politique centrafricaine et les chefs d’États de la sous-région Afrique centrale ne voient pas sa gestion du pouvoir d’un bon œil. Pire, la France, ancienne puissance coloniale pour qui la Centrafrique est sa chasse gardée, voit ses intérêts mis en péril. Fermement accroché au pouvoir, le clan présidentiel privilégie aujourd’hui une coopération militaire et économique avec l’axe Soudan – Russie – Chine. En conséquence, la France active sa diplomatie et les stratagèmes pour préserver son influence en Afrique, sous le regard attentif des États-Unis. Qualifiée de guerre civile jusqu’ici, la Centrafrique vit aujourd’hui, plus que jamais auparavant, l’internationalisation de son conflit, à l’image de la guerre en Syrie.

Pour mettre un terme à la violence érigée en système, il est aujourd’hui urgent de reconnaître qu’une autre façon de penser la paix est possible en Centrafrique. Une approche fondamentalement différente visera à mettre fin aux incitations à la violence en redonnant une place centrale à la lutte contre l’impunité. Ces recommandations s’adressent aux décideurs politiques et elles encouragent la création et le renforcement d’incitations à la construction d’une paix durable.

RECOMMANDATIONS

I. LA PAIX, AU CŒUR DU PROCESSUS POLITIQUE DE SORTIE DE CRISE

Pour le Conseil de sécurité de l’ONU, l’UE, l’UA, la CEEAC, la France, les États-Unis, la Chine, la Russie, les chefs d’État de l’Afrique centrale et le gouvernement de la Centrafrique :

Mettre fin au système qui récompense la violence et les profiteurs de guerre :

- Mettre fin au système qui attribue une légitimité politique aux criminels de guerre ;
- Mettre fin aux attributions d'avantages politiques, économiques et financiers aux acteurs ou entités connectés à la violence, aux acteurs qui volontairement déstabilisent le processus de paix dans le but d'obtenir des avantages (en particulier : des positions politiques, le statut diplomatique, des avantages financiers).

Encourager un système qui récompense la paix et privilégier un processus de paix qui garantisse une approche équilibrée entre le « bottom-up » et le « top-down » :

- Conditionner les initiatives de dialogue au respect d'un cessez-le-feu et d'un engagement ferme à construire la paix ;
- Garantir un processus inclusif des franges légitimes de la population, particulièrement les femmes et les jeunes, et raviver les acquis et le modèle exemplaire d'inclusion obtenu dans le cadre du forum de Bangui en 2015 ;
- Soutenir et créer des initiatives en faveur de la paix, en particulier celles qui se focaliseraient sur les causes profondes de l'instabilité et de la violence.

II. LA LUTTE CONTRE L'IMPUNITÉ, UN PILIER CENTRAL DE LA CONSTRUCTION D'UNE PAIX DURABLE

Pour le Conseil de sécurité de l'ONU, l'UE, l'UA, la CEEAC, la France, les États-Unis, la Chine, la Russie, les chefs d'État de l'Afrique et le gouvernement centrafricain :

- Refuser catégoriquement l'amnistie aux responsables de crimes de guerre et de crimes économiques, ainsi qu'aux acteurs qui posent des actes visant à mettre en échec le processus de paix ;
- Créer des conséquences sur les responsables de violence et leurs complices, en mettant en œuvre des mécanismes de sanctions financières et judiciaires, avec pour objectif de fragiliser les réseaux de financement du conflit armé. La stratégie devrait consister à :

III. CRÉER DES CONSÉQUENCES FINANCIÈRES IMPORTANTES SUR LES PROFITEURS DE GUERRE ET LEURS RÉSEAUX D'AFFAIRES

- Mobiliser des efforts diplomatiques forts visant à renforcer la mise en œuvre effective des sanctions adoptées à l'encontre d'entités ou d'individus tel Abdoulaye Hissène. Ces efforts devraient se focaliser sur une mise en œuvre effective en priorité par la Centrafrique, les États d'Afrique centrale, le Kenya, l'Afrique du sud et les pays membres de l'UE, inclus la Suisse ;
- Imposer des sanctions additionnelles à l'encontre d'individus ou d'entités pour qui la guerre est profitable. Ces sanctions imposées par l'ONU, les États-Unis et l'UE devraient viser à exercer des pressions financières fortes sur ceux qui se livrent ou apportent un soutien à des actes qui compromettent la paix, la stabilité ou la sécurité en République centrafricaine ; pour avoir apporté un appui à des groupes armés ou à des réseaux criminels par l'exploitation illégale ou le trafic de ressources naturelles, de la République centrafricaines telles que les diamants, l'or, les espèces sauvages ou les produits qui en sont tirés. Les États-Unis devraient considérer des sanctions ciblées contre des responsables d'atrocités de masse et leurs réseaux d'affaires dans le cadre de la loi Magnitski ;
- Recourir à des mesures spéciales contre le blanchiment de capitaux, notamment en publiant des avis et autres avertissements qui mettent en exergue les risques élevés de blanchiment de capitaux résultant de la corruption endémique, du commerce de l'or, des diamants et d'autres problèmes liés au système de la violence en Centrafrique. Ces mesures peuvent aider à garantir que le secteur privé agisse contre les transactions et les comptes qui alimentent les échanges illicites de ressources naturelles notamment ;

- Annuler tous les passeports délivrés à des personnes sous sanctions ou sous mandat d'arrêt, ainsi que tous passeports délivrés à des mercenaires étrangers ou des associés d'affaires liés à des criminels notoires.

Pour les banques (régionales et internationales) :

- Fermer les comptes et geler les avoirs des individus ou entités sous sanctions et mener des enquêtes sur les comptes bancaires détenus par des personnalités politiquement exposées, d'autres clients à haut risque ou des personnes physiques ou morales sous sanctions.

IV. METTRE EN ŒUVRE DES MÉCANISMES JUDICIAIRES POUR LES AUTEURS D'ATROCITÉS DE MASSE ET DE CRIMES ÉCONOMIQUES, Y COMPRIS POUR LEURS PARTENAIRES D'AFFAIRES

Pour la Cour pénale internationale et la Cour pénale spéciale :

- Inscrire les crimes économiques et financiers dans les poursuites pénales contre les auteurs d'atrocités ;
- Créer une équipe complète responsable d'enquêter les réseaux de financement du conflit armé, en particulier les partenaires d'affaires responsables d'alimenter les violences et la corruption ;
- Prioriser la réparation aux victimes et prendre des mesures pour la mobilisation des avoirs saisis pour des actions en faveur de la paix et de la reconstruction.

Pour une analyse approfondie des systèmes de réseaux de financement du conflit armé en République centrafricaine, consulter le rapport d'enquête publié sur le site : www.thesentry.org : The Sentry. « Le règne de la terreur : Un business florissant en République centrafricaine – Enquête sur les réseaux d'affaires d'Abdoulaye Hissène », le 13 novembre 2018.

ENNEMIS HIER, ALLIÉS AUJOURD'HUI : LES SYSTÈMES D'ALLIANCES ENTRE GROUPES ARMÉS

L'émergence de mouvements d'opposition armés est relativement récente en Centrafrique. A partir des années 1980 et 1990, la montée de l'insécurité dans les régions rurales crée les conditions favorables à leur émergence et leur prolifération. Plusieurs phénomènes en sont à l'origine : les instabilités politiques nationales et régionales,¹⁴ une série de trois mutineries,¹⁵ le banditisme dans les zones rurales du fait des coupeurs de route¹⁶, la circulation anarchique d'armes¹⁷, des élites politiques prédatrices à la tête d'un État de façade, ou fantôme.¹⁸ Mais c'est sous le régime répressif et ethnicisé de François Bozizé¹⁹ - arrivé au pouvoir à la suite d'un violent coup d'état militaire en 2003, soutenu par le Tchad et la France,²⁰ que le phénomène s'accroît. Avec la montée de l'insécurité, le territoire centrafricain voit apparaître une multitude de groupes d'autodéfense et pas moins de huit groupes armés entre 2005 et 2012.²¹ Parmi eux, certains groupes politisent leur lutte et déclarent alors ouvertement vouloir renverser le régime de Bangui.

Le coup d'État a finalement eu lieu en mars 2013 lorsque quatre groupes armés décident de s'allier pour former la coalition Séléka. Mais une fois au pouvoir, Michel Djotodia - leader de la coalition Séléka qui s'autoproclame président dès le mois de mars 2013 - révèle rapidement son incapacité à contrôler les différents chefs militaires, en particulier les mercenaires tchadiens et soudanais recrutés pour l'occasion.²² Pire, les Séléka se livrent alors à une sanglante bataille et d'intenses compétitions pour le contrôle du pouvoir et des richesses du pays. Au même moment, François Bozizé active ses réseaux pour tenter de récupérer son siège. Il instrumentalise et emploie alors certains groupes d'auto-défense réunis sous l'appellation mouvement « anti-Balaka »,²³ mobilisé autour d'un objectif commun : chasser la Séléka du pouvoir. Avec la fin du règne de la Séléka exigée par la France et le Tchad en janvier 2014²⁴ et la

Évolution des principales alliances militaires et politiques entre groupes armés

Octobre 2017 – 2018

Alliance militaire entre l'ensemble des factions ex. Séléka (UPC, CNDS/FPRC, RPRC, MPC, MNLC, Séléka rénovée, auto-défense/ « Force ») – exception faite du MLCJ

Les Nairobigistes : alliance politique et militaire entre ex. Séléka (FPRC/CNDS) et anti-Balaka (Maxime Mokom). Cette alliance est guidée par les intérêts des clans de Michel Djotodia et de François Bozizé.

Octobre 2016 – Septembre 2017

Alliance militaire entre le FPRC/CNDS, RPRC, MPC et l'aile anti-Balaka dirigée par Maxime Mokom.

2015

Naissance de l'alliance entre ex. Séléka et anti-Balaka : les Nairobigistes (Le FPRC est dirigé par Nourredine Adam et Abdoulaye Hissène et les anti-Balaka sont dirigés par Maxime Mokom)

2012 – 2013

Coalition Séléka : alliance militaire entre l'Union des forces démocratiques pour le rassemblement (UFDR), la Convention des patriotes pour la justice et la paix (CPJP) et la Convention patriotique pour le salut du Kodro (CPSK).

perspective d'élections, les alliances sont tombées. Pour des chefs des factions ex-Séléka interrogés et plusieurs leaders anti-Balaka, cette fragmentation est souhaitée par la France qui cherche à fragiliser la dissidence au moment même où l'opération militaire française, Sangaris, est lancée.²⁵ La Centrafrique vit alors sa deuxième vague de prolifération des groupes armés, après celle de 2005-2012.²⁶ Depuis lors, les alliances politico-militaires se forment et se défont à mesure que les intérêts évoluent et que de nouveaux acteurs font leur entrée dans cette guerre d'influence.

L'ALLIANCE DES NAIROBISTES : 2015 – Présent

→ **Les membres de l'alliance** : En 2015, la crise prend un tournant majeur lorsque deux clans ennemis s'allient militairement pour défendre des intérêts politiques communs :

- Une faction ex-Séléka (issue du noyau dur de la coalition Séléka, restée fidèle à Michel Djotodia) : le Front populaire pour la renaissance de la Centrafrique – le FPRC, dirigé par Nourredine Adam et Abdoulaye Hissène ; et
- Une branche anti-Balaka (restée fidèle à François Bozizé) – dirigée par Maxime Mokom.

Réunis à Nairobi à l'initiative des présidents du Kenya et de la République du Congo, François Bozizé et Michel Djotodia – deux anciens présidents centrafricains – mettent officiellement fin aux querelles qui les opposent depuis plus de dix ans. L'alliance militaire entre le FPRC et l'aile anti-Balaka dirigée par Maxime Mokom – mieux connue sous le nom des Nairobiistes – a sonné la fin temporaire des hostilités entre les deux clans rivaux.²⁷

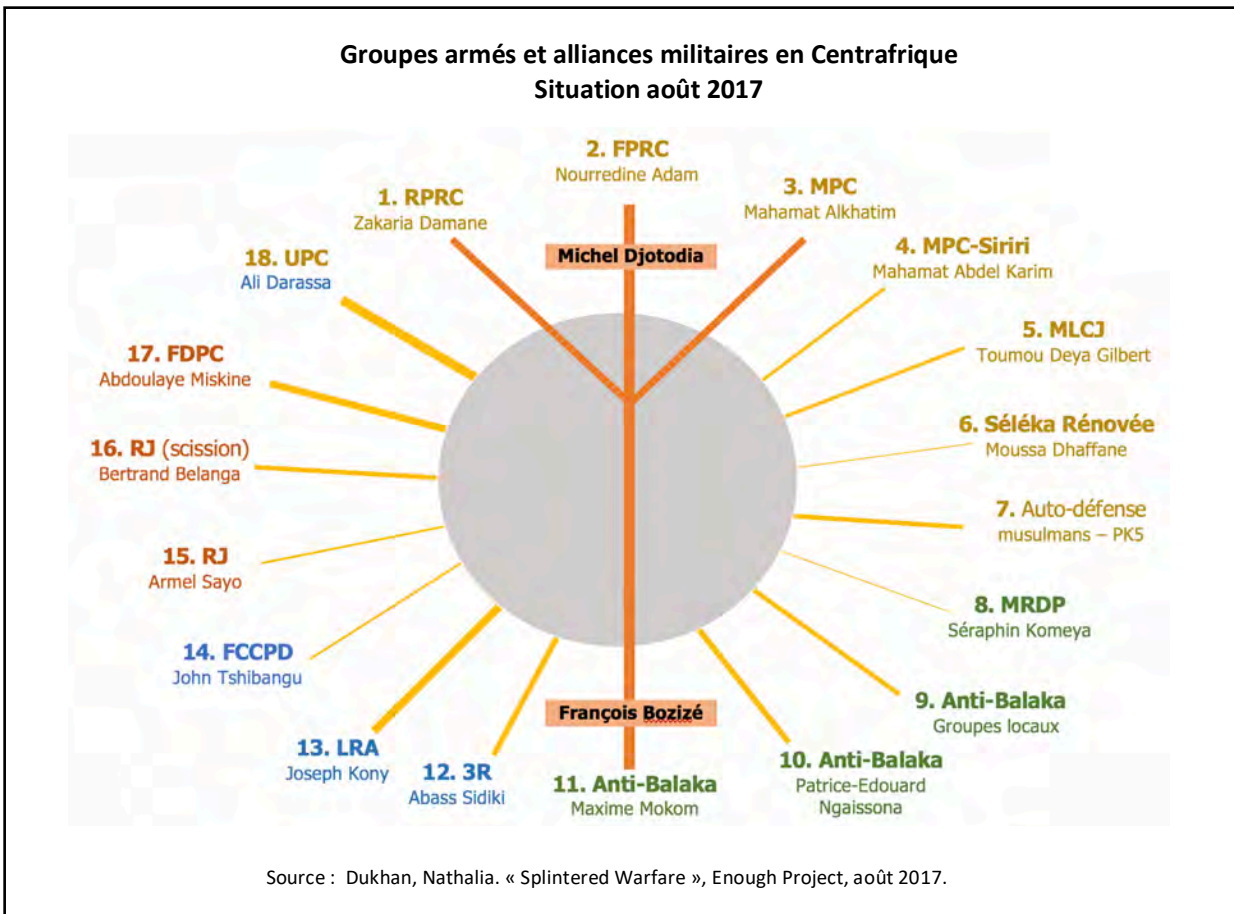
→ **Stratégie** : Cette collaboration aujourd'hui dirigée par les chefs militaires - Abdoulaye Hissène et Maxime Mokom - consiste en un échange d'information, la planification de flambées de violence entre communautés religieuses²⁸ et la facilitation de l'approvisionnement en armes et munitions de guerre. Alors qu'ils représentent les groupes armés les plus violents et les plus menaçants au pouvoir central, les chefs politiques et militaires du FPRC et des anti-Balaka se sont imposés comme interlocuteurs incontournables dans le règlement de la crise centrafricaine.

→ **Objectif principal** : « Il n'y a pas de solution en Centrafrique, il faut le départ de Touadéra. Nous et les anti-Balaka avons une entente entre nous », déclare Fadoul Albachar, le chef du renseignement du FPRC en avril 2018.²⁹ Cette alliance opportuniste vise à accroître le pouvoir de négociations politiques de ses membres, manœuvrer pour l'obtention d'une amnistie générale et d'un statut spécial destiné aux anciens présidents,³⁰ se réinsérer dans le jeu politique – et même planifier de concert une tentative de coup d'État³¹ sans l'intention de partager le pouvoir.³² Parfois dormante, cette alliance est régulièrement réactivée quand le besoin s'en fait sentir. En octobre 2017, des représentants de ces deux groupes ont même été nommés comme ministres dans le gouvernement.

LA COALITION ANTI-UPC : 2016 – 2017

En octobre 2016, quelques mois après l'élection du président Faustin-Archange Touadéra, le FPRC tente une réunification des factions ex-Séléka. L'objectif est d'accroître les menaces sur le pouvoir central et d'entreprendre une réorganisation stratégique des groupes armés. Pourtant, une faction issue de la coalition Séléka, l'Union pour la paix en Centrafrique (UPC) dirigée par Ali Darassa, refuse de rejoindre cette alliance. Face à ce refus, une guerre fratricide éclate.

→ **Les membres de l'alliance** : elle oppose trois factions ex-Séléka - le FPRC, avec sa branche militaire : le Comité national de défense et de sécurité (CNDS), le Mouvement patriotique centrafricain (MPC), le Rassemblement patriotique pour le renouveau de la Centrafrique (RPRC) - alliées aux anti-Balaka (Mokom) contre l'UPC, un groupe composé principalement de combattants peuls.



→ **Stratégie** : Pendant presque un an, la campagne anti-peuls et anti-UPC mène au massacre de centaines, voire de milliers, de civils peuls de confession musulmane.³³ En représailles, l'UPC exécute des individus considérés comme affiliés aux groupes de la coalition ennemie, y compris des civils.³⁴ Cette guerre a créé la surprise générale et nourrit de nombreuses interrogations sur les origines de ce conflit. Les factions ex-Séléka étant généralement perçues comme à dominante musulmane, les violences ouvertement ciblées contre des communautés de confession musulmane par des factions ex-Séléka, alliées aux anti-Balaka, a créé la confusion. Ce conflit révèle néanmoins la dimension éminemment politique et éloigne son origine religieuse.

→ **Objectifs** : Cette guerre est présentée comme une lutte pour le contrôle des richesses du pays, en particulier le diamant, l'or, les taxes de transhumance et les sites d'exploration pétroliers.³⁵ Cette dimension du conflit est certes une réalité, mais la prédation économique n'est pas le seul moteur des violences sectaires. Des luttes d'influence politique alimentent également ces instabilités.

L'alliance anti-UPC a pour objectif affiché de fragiliser Ali Darassa pour le chasser du pays, le supprimer ou l'obliger à se rallier au FPRC.³⁶ Des motivations différentes mais des intérêts concordants sont à l'origine cette campagne anti-UPC :

- Entre 2015 et 2016, l'UPC développe une approche expansionniste et étend son contrôle à des territoires stratégiques contrôlés jusque-là par les autres factions ex-Séléka. L'UPC est donc perçu comme une menace à leur existence et à leurs intérêts ;
- Les chefs des factions ex-Séléka affirment qu'il existe un accord secret entre Ali Darassa et le pouvoir de Bangui qui menace leur existence et leurs intérêts économiques. Fin 2016, un

chef du MPC, un groupe armé à dominante arabe tchadien, indique dans un enregistrement secret que « le président Touadéra a donné à Ali Darassa (chef de l'UPC) le pouvoir de contrôler le territoire jusqu'à la frontière du Soudan. Il va désarmer jusqu'à Ndélé. Si Ali Darassa désarme les goula, il va aussi désarmer les rounga et les arabes... Il est devenu le FACA de Touadéra. Donc les peuls combattent à la place des FACA (les forces armées centrafricaines). C'est pour cela qu'il faut mettre nos forces contre lui » ;³⁷

- Depuis 2014, les chefs du FPRC articulent un discours sécessionniste et l'UPC, non partisan de cette position, représente un obstacle à ce projet politique ;³⁸
- L'inquiétude concernant la puissance militaire croissante de l'UPC et la croyance en l'existence d'une « entente » malvenue avec le pouvoir de Bangui a aussi le don d'irriter le Tchad. Selon plusieurs chefs de la Séléka interrogés, des dignitaires du régime de N'Djaména ont apporté leur soutien à la coalition FPRC, convaincus que l'UPC accueille dans ses rangs des rebelles tchadiens responsables des tentatives de coup d'État de 2006 et 2008 au Tchad.³⁹ Il faut rappeler qu'Ali Darassa fut le chef d'état-major d'un groupe armé installé en Centrafrique et dirigé par le chef de guerre tchadien et opposant à Idriss Deby, Baba Laddé, de 2010 à 2012.⁴⁰ Ce qui explique les méfiances de N'Djaména à l'égard de l'UPC.

L'ALLIANCE FPRC-UPC-MPC : fin 2017 - Présent

→ **Les membres de l'alliance** : En octobre 2017, Ali Darassa (UPC) et Abdoulaye Hissène (FPRC/CNDS) annoncent officiellement et à la surprise générale leur « réconciliation » et signent les accords d'Ippy de cessation des hostilités.⁴¹ Dans les semaines qui suivent, Zakaria Damane (RPRC) et Mahamat al-Khatim (MPC) entament également une réconciliation avec l'UPC.

→ **Stratégie** : Avec cette nouvelle alliance, la coalition anti-UPC met officiellement fin aux opérations de nettoyage ethnique de la communauté peul. Aujourd'hui, c'est l'ensemble des factions ex-Séléka qui se sont fédérées à ce noyau fort (voir graphique), de manière officielle ou de manière informelle.⁴² Depuis lors, le tandem FPRC-UPC, soutenu par le MPC et le RPRC, organise l'approvisionnement en armes en provenance du Tchad, du Soudan et de la République Démocratique du Congo. L'entente concerne également le contrôle du territoire, le partage des revenus et des informations, des concertations sur les revendications politiques et une harmonisation des tactiques militaires et politiques.⁴³ En parallèle, l'accord entre les Nairobitistes subsiste toujours. Avec le ralliement des factions ex-Séléka et la perception d'un conflit entre ex-Séléka et anti-Balaka, les violences prennent la forme d'un conflit religieux entre musulmans et chrétiens, comme c'était le cas au pic de la crise de 2014.

→ **Objectifs** : En décembre 2017, le conflit centrafricain prend une tournure inattendue lorsque la Russie affiche son intention de livrer des armes en Centrafrique.⁴⁴ Ce qui semblait être une opération insignifiante s'est transformée en un accord de coopération militaire renforcé entre le régime de Bangui et le Kremlin en août 2018.⁴⁵ A ce jour, des armes et des équipements non létales russes ont été livrés à l'armée nationale par la Russie,⁴⁶ la Chine et les États-Unis.⁴⁷ Les forces armées centrafricaines ont également entamé leur déploiement dans certaines zones du pays et tenté de mener des opérations militaires dans Bangui, accompagnés de militaires russes.⁴⁸ Menacés dans leur existence, les groupes armés organisent leur contre-offensive. Le groupe d'experts de l'ONU observe d'ailleurs une course à l'armement depuis le début de l'année et des flux croissants d'armes de guerre, de munitions et véhicules destinés à certains groupes armés.⁴⁹ Des vidéos en circulation sur les réseaux sociaux montrent aussi des convois de véhicules lourdement armés traversant le pays.⁵⁰

Les nouvelles alliances militaires ont pour objectif d'affirmer leur contrôle sur les territoires riches en ressources naturelles et de renforcer leurs positions dans les différentes instances de dialogue et de négociations. Pour plusieurs chefs de groupes armés, la conquête du pouvoir demeure toujours un objectif ultime. La lutte d'influence entre les puissances régionales et les grandes puissances profite aux chefs des groupes armés qui recherchent un soutien en cas d'alternance politique, qu'elle s'opère par les urnes ou par coup d'État. La menace de sécession est aussi régulièrement brandie par un noyau dur du FPRC qui développe une véritable administration parallèle dans sa zone d'occupation située dans le nord-est du pays. Sans hasard, cette région est riche en ressources stratégiques (pétrole et uranium) et en minerais (or, diamant, tantale, coltan, etc.).

LES MÉDIATIONS POLITIQUES AU CŒUR DE LA GUERRE D'INFLUENCE

Depuis 2017, la médiation politique dirigée par l'Union africaine (UA) jouit officiellement d'un soutien indéfectible de la part de l'ensemble de la communauté internationale, les États de la sous-région, le gouvernement centrafricain et même des groupes armés. Après de long mois de consultations et d'attente, les facilitateurs de l'UA ont communiqué une centaine de revendications recueillie auprès de 14 groupes armés en août 2018. Parmi elles, douze revendications sont dites non négociables.⁵¹ On y retrouve le partage des pouvoirs, la très controversée loi d'amnistie ou encore – et de manière plus surprenante – l'annulation ou la révision des accords de coopération militaire avec la Russie et l'Afrique du Sud.

En réalité, derrière un soutien de façade au processus de l'UA se cachent des blocs d'intérêts rivaux. Les luttes d'influence entre les grandes puissances – Russie, Chine, France et États-Unis d'une part, et de l'autre les puissances régionales – notamment le Soudan, le Tchad et l'Afrique du Sud – alimentent les tensions et l'instabilité. Une source interrogée par l'Enough Project déclare « ce n'est plus une guerre des centrafricains. C'est devenu une lutte des puissances. Ils viennent faire la guerre chez nous. Nous n'avons rien mais ils veulent quand même nous déposséder du peu que nous avons ».⁵²

La France et ses alliés de la sous-région Afrique centrale voient l'accord entre le gouvernement centrafricain et la Russie d'un mauvais œil. Depuis janvier 2018, la Russie active sa diplomatie et étend son influence. En seulement 10 mois, le Kremlin a signé un accord de coopération militaire avec le gouvernement centrafricain qui inclut des prérogatives historiquement attribuées à la France.⁵³ À ce jour, des armes russes ont été livrées, des instructeurs militaires russes ont été déployés, un conseiller spécial du président – Valery Zakharov – est chargé des questions de sécurité, des forces spéciales russes assurent la première ceinture de la garde présidentielle et des formations dans les écoles militaires russes sont prévues.⁵⁴ La Russie s'emploie aussi à se faire accepter des autorités locales et de la population. Des camions ont livré des rations alimentaires, des hôpitaux mobiles ont été installés dans l'arrière-pays et des tables rondes sont organisées par Valery Zakharov avec des autorités nationales⁵⁵ et locales,⁵⁶ en particulier celles désireuses d'apporter leur soutien au président Touadéra.⁵⁷

En contrepartie, la présidence centrafricaine récompense les sociétés russes en leur attribuant des contrats de sécurité privée et des concessions minières.⁵⁸ C'est notamment le cas de la société Lobaye Invest qui a obtenu quatre permis de recherche d'or et de diamant depuis le mois de juin 2018.⁵⁹ La société Sewa Security, une société de droit centrafricain, a également été créée au courant de l'année 2018.⁶⁰ Il s'agirait en réalité de l'implantation en Centrafrique de la très controversée société militaire privée, le groupe Wagner, aussi présente en Ukraine, en Syrie et au Soudan. Parfois présentée comme l'armée secrète de Poutine, cette société serait dirigée par un homme d'affaire influent, Evgeny Prigozhin, proche du président russe.⁶¹ En Syrie, cette société a notamment obtenu un contrat avec les autorités syriennes

pour libérer les zones gazières et pétrolières en échange du versement de 25% des revenus générés par l'exploitation des champs gaziers, pétroliers et miniers.⁶²

En Centrafrique, le groupe Wagner est soupçonné d'agir en coulisses pour obtenir des accords similaires. La Russie a d'ailleurs entamé un dialogue avec les groupes armés et elle s'emploie à mener des médiations en parallèle de celles de l'UA. Le 28 août, Nourredine Adam (chef du FPRC), Abdoulaye Hissène (chef du FPRC/CNDS), Maxime Mokom (chef anti-Balaka), Mahamat al-Khatim (chef du MPC) et Ali Darassa (UPC) ont répondu favorablement à une invitation de Valery Zakharov à Khartoum, alors même qu'ils étaient attendus par l'UA dans le cadre d'une rencontre organisée à Bouar, une ville située dans l'ouest de la Centrafrique. À l'issue de la rencontre, ils ont signé un accord intitulé « déclaration d'entente de Khartoum des groupes armés centrafricains (anti-Balaka et ex-Séléka) ». Outre un énième accord de cessation des violences, des négociations secrètes ont surtout porté sur le partage des revenus entre le gouvernement, les groupes armés, les investisseurs et les communautés locales, mais aucun accord ne semble scellé à ce jour.⁶³ L'accord réclame aussi une participation et une implication de la Russie, du Soudan et des autres pays d'Afrique centrale dans la médiation politique de l'UA. Il est en effet admis que la médiation de l'UA est largement influencée par le Tchad, partenaire privilégié de la France dans ce processus. Plusieurs chefs de groupes armés ne cachent d'ailleurs pas leurs relations avec des officiers français auprès de qui ils disent recevoir des instructions sur les stratégies à adopter.⁶⁴ A ce titre, les médiations politiques reflètent les luttes d'influence et la guerre économique que se livrent les grandes puissances et les pouvoirs de la sous-région Afrique Centrale en République centrafricaine.

LA CULTURE POLITIQUE DU COUP D'ÉTAT : MOTEUR DU SYSTÈME DE KLEPTOCRATIE VIOLENTE

Qualifié d'État fragile, de failli, de fantôme ou parfois d'État prédateur, la Centrafrique est généralement perçue comme une terre de désespoir. Les racines de l'instabilité et de la pauvreté endémique sont souvent bien analysées et identifiées. La Banque mondiale identifie six causes principales à l'origine de l'état de fragilité de la Centrafrique : un manque de cohésion sociale à tous les niveaux de la société, une concentration du pouvoir au sein d'un clan restreint doté d'une faible légitimité populaire, des disparités socio-économiques entre Bangui et le reste du pays, la confiscation des ressources naturelles par les élites, l'impunité et l'insécurité persistante.⁶⁵ La plateforme des confessions religieuses ajoute à cette liste la corruption, le clientélisme, le régionalisme, le refus de l'alternance politique, la pauvreté, la crise de leadership et les interférences étrangères.⁶⁶

Si toutes ces causes sont une réalité, les modalités historiques d'accession au pouvoir, et donc d'alternance politique, fournissent une grille d'analyse tout aussi intéressante sur l'origine de la frénésie du pouvoir en Centrafrique. Depuis l'indépendance du pays en 1960, les élites politiques ou militaires ont traditionnellement été mises en place, protégées ou renversées par des interventions militaires étrangères. Pas moins de cinq coups d'État militaires ont été organisés avec succès en vue de destituer les élites au pouvoir. Une multitude d'opérations militaires extérieures ont également été déployées pour protéger les élites retranchées dans la capitale, Bangui. Historiquement, la France occupe la première position avec de nombreuses opérations militaires à son actif. Celles-ci ont longtemps été justifiées par l'existence d'un accord de défense datant de 1960 qui prévoyait d'intervenir lorsque les élites politiques « alliées » étaient mises en difficulté.⁶⁷ En échange d'une protection, les matières premières stratégiques du pays (en priorité le pétrole et l'uranium) sont la propriété de la France et les intérêts des sociétés françaises sont favorisés. Lorsqu'ils sont lâchés par l'ancienne puissance coloniale, les présidents centrafricains font appel à des troupes étrangères et à des mercenaires « amis » pour tenter de se

maintenir au pouvoir. C'est le cas d'Ange-Félix Patassé en 2002 lorsqu'il demande le soutien de la Lybie de Kadhafi et du rebelle congolais, Jean Pierre Bemba, ou encore de François Bozizé en 2013, avec l'Afrique du Sud de Jacob Zuma.

*« Il y avait des accords entre François Bozizé et ses groupes d'intérêts économiques qui lui ont permis d'arriver au pouvoir. Ils ont pactisé, ils se sont promis des choses mais ils sont arrivés à la conclusion que François Bozizé n'est pas un homme de parole. Comme il ne garantit plus nos intérêts, on le dégage. Tout le reste ça a été tricoté. C'est de l'invention pure et simple. »
Entretien avec un membre du parti politique de François Bozizé, le Kwa Na Kwa, 2016*

Cette tradition du changement de régime par la force est aujourd'hui enracinée dans la culture politique centrafricaine. Dans ce système, renverser un pouvoir établi est une chose, mais le conserver en est une autre. Afin d'obtenir le soutien régional et international nécessaire, les putschistes nouent des alliances stratégiques avec des acteurs extérieurs. Traditionnellement la France et depuis 2003 le Tchad jouent un rôle majeur dans cette politique de la chaise musicale. Une fois le régime sortant renversé, une diplomatie délicate entre en scène, légitimé par les organisations régionales, avec un séquençage de mesures bien rodées - mise en place des autorités de transition, adoption d'une charte de la transition, accord de paix ou de cessation des hostilités, élections, adoption d'une nouvelle constitution garante « d'un retour à l'ordre constitutionnel » et désarmement. L'objectif est de rapidement faire oublier la violation au droit international et avant même d'être élu, le nouveau clan au pouvoir tombe immédiatement dans un rapport d'allégeance aux « faiseurs et défaisers » du pouvoir.

Confrontés à une vulnérabilité chronique aux intérêts extérieurs, les dirigeants centrafricains successifs ont développé un véritable système de survie politique. Au menu : violence d'État, corruption, gestion ethno-familiale des affaires publiques et clientélisme. Dans ce système politique largement influencé par les intérêts extérieurs et ceux du clan présidentiel, la légitimité populaire n'a jamais été une condition indispensable pour gouverner. Par conséquent, les dirigeants centrafricains, tout comme les chefs des groupes armés aujourd'hui, favorisent plus volontiers les intérêts étrangers,⁶⁸ soucieux de satisfaire leurs alliés et garantir la longévité de leur position, que de répondre aux intérêts de la population.

Le système de survie politique en Centrafrique : 1960 à nos jours

Gestion ethno-familiale du pouvoir : l'exercice du pouvoir est concentré entre les mains d'un groupuscule d'individus relié au président par des liens de parenté ou d'appartenance ethnique. Le clan au pouvoir positionne des éléments qui leurs sont fidèles, en particulier aux postes stratégiques : défense, sécurité, finance, mines, forêts, télécommunication, douane, etc. ;

Privatisation des richesses nationales : les ressources publiques sont considérées comme la propriété du clan aussi longtemps qu'il tient les rênes du pouvoir, avec grande corruption, clientélisme et courtérisme systémiques ;

Milicianisation des gardes présidentiels : les militaires sont recrutés sur la base de leur appartenance ethnique et familiale (proche du président). Ils sont formés à l'étranger, armés et mis au service des intérêts privés du clan présidentiel ;

Déperdition de l'armée : perçue comme une menace structurelle au régime en place, l'armée est volontairement maintenue faible, l'accent est donné aux gardes présidentiels et aux forces armées étrangères. Résultat, il n'y a aucune confiance entre la population et les forces de défense qui, plutôt que les protéger de l'insécurité agissent le plus souvent en criminels qui rackettent la population pour payer leur salaire. Le clan au pouvoir soutient des groupes d'auto-défense en zones rurales, qu'ils récupèrent parfois politiquement pour défendre le clan au pouvoir. Ils deviennent parfois des criminels ;

Répression et exclusion politique des opposants politiques : la loyauté des opposants politiques est parfois achetée. En les nommant à des postes politiques à responsabilité, il s'agit en réalité de mieux les contrôler. Dans d'autres cas, ils sont pourchassés, contraints à l'exile et parfois supprimés ;

Système de récompenses aux groupes armés : pour les plus menaçant au pouvoir central, la présidence négocie un ensemble d'avantages, notamment des positions ministérielles, une amnistie, des enveloppes financières, l'intégration des combattants dans l'armée, etc. ;

Instrumentalisation et musèlement de la justice et des médias : le clan au pouvoir politise ces secteurs pour mieux les contrôler et servir leurs intérêts et ceux de leurs alliés ;

Conclusion d'accords militaires avec des acteurs/puissances régionales et internationales : Recrutement de mercenaires venus de la région et accords de défense avec des pays alliés étrangers. Ces accords prévoient de former les gardes présidentiels, l'armée, de déployer des commandos étrangers pour assurer la protection du président et d'intervenir en cas de menace sur le clan au pouvoir ;

Attribution de concessions minières et pétrolières aux acteurs politiques et économiques, considérés comme des amis, sponsors et protecteurs du régime. Les matières premières stratégiques et les ressources naturelles convoitées sur les marchés internationaux sont la propriété des puissances capables de protéger le régime en place ;

Attribution de contrats aux « amis » du régime : des contrats et conventions sont attribués en priorité aux acteurs politiques et/ou économiques, sponsors du régime - à savoir, les acteurs souvent étrangers qui fournissent un appui militaire, politique et/ou financier au clan au pouvoir.

CONCLUSION : REPENSER LE PROCESSUS DE PAIX

En Centrafrique, le jeu politique est aujourd’hui dominé par des acteurs politico-militaires – et leurs alliés externes - qui utilisent la force pour défendre leurs intérêts. Les acteurs politiques traditionnels sont confrontés à deux options : s’écarter de la vie politique ou jouer le jeu de la violence. La course à l’armement observée en 2018 en est l’expression la plus tangible.

La politisation de la violence - et les profits que ce système génère pour des groupes d’intérêts - est une réalité qui traverse les frontières nationales. Ce système politique, qualifié de kleptocratie violente, est à l’origine de l’augmentation de la criminalité transnationale, de la circulation anarchique des armes et des mercenaires, des trafics de ressources naturelles et d’êtres humains et du financement de réseaux terroristes. Ces menaces grandissantes à la paix touchent, sans exception, l’ensemble des populations d’Afrique centrale. Extrêmement vulnérables aux intérêts extérieurs, celles-ci sont exposées aux crises humanitaires, à la pauvreté et à l’insécurité - dépossédées de tout sentiment de citoyenneté.

La Centrafrique, tout comme ses voisins d’Afrique centrale, est à la croisée des chemins. Tous les signes indiquent une détérioration aigüe du climat sécuritaire général. Il est donc urgent d’entamer un changement radical d’approche pour placer les valeurs de paix et de respect des droits humains au cœur des médiations politiques. A ce titre, il est nécessaire d’en finir avec les processus de paix qui perpétue la guerre et qui récompensent les criminels et leurs réseaux. Ce système de violence contribue à diviser, déposséder et déshumaniser les populations d’Afrique centrale. Les membres permanents du Conseil de sécurité de l’ONU et les puissances de la région ont un rôle inévitable à jouer dans la résolution du conflit centrafricain, en priorisant la recherche d’un compromis politique. En outre, la refonte du processus de paix devrait reposer sur des valeurs d’humanisation de la politique et de citoyennisation des populations d’Afrique centrale. Enfin, la communauté internationale a la responsabilité de s’engager dans une guerre contre le crime et les réseaux internationaux qui financent ce système de violence à travers la mise en œuvre de sanctions ciblées sur les réseaux de financement du conflit armé, les mesures de lutte contre le blanchiment d’argent et les poursuites judiciaires. Tant que la violence sera vectrice de profits pour des réseaux mafieux, l’instabilité politique et sécuritaire s’approfondira.

ANNEXE : Les violences sectaires, une arme de guerre

Principales communautés ciblées entre 2005 et 2018

Période	Principales communautés ciblées :	Communautés perçues comme affiliées à :	Groupes responsables des violences sectaires :
2005-2012	Rounga Goula Sara-Kaba	Convention des patriotes pour la justice et la paix (CPJP) Union des forces démocratiques pour le rassemblement (UFDR) Armée populaire pour la restauration de la démocratie (APRD - Ange-Félix Patassé)	Clan présidentiel (François Bozizé d'ethnie gbaya)
2013	Gbaya	Le clan présidentiel (François Bozizé)	Coalition Séléka (Fusion : UFDR, CPJP fondamental, CPSK)
2014	Communautés de confession musulmane (tous groupes ethniques confondus)	Coalition Séléka (UFDR, CPSK, CPJP fondamental)	Mouvement anti-Balaka
2015-2016	Communautés musulmanes Communautés non-musulmanes	Factions ex-Séléka (FPRC, UPC, MPC, RPRC) Groupes anti-Balaka	Groupes anti-Balaka Factions ex-Séléka
2016-2017	Communautés peuls-foulani	UPC 3R	FPRC/CNDS, RPRC, MPC, anti-Balaka pro-Bozizé RJ
2018	Chrétiens Musulmans	Groupes anti-Balaka Factions ex-Séléka	Factions ex-Séléka anti-Balaka

RÉFÉRENCES

- ¹ Secrétaire-général de l'ONU. « Rapport sur la situation en République centrafricaine ». 18 juin 2018. Consulté : <http://undocs.org/fr/S/2018/611>
- ² 50% des incidents recensés sont attribués aux groupes armés. Ce pourcentage est fort probablement bien plus élevé puisque les groupes armés créent volontairement la confusion sur les auteurs des violences. Voir : International NGO Safety Organisation. « Context analysis ». 2018. Consulté : https://www.ngosafety.org/country/central_african_republic ; IPIS Research. « Central African Republic : A conflict mapping ». August 2018. Consulté : http://ipisresearch.be/wp-content/uploads/2018/09/1809-CAR-conflict-mapping_web.pdf
- ³ Dukhan, Nathalia. « Splintered warfare: Alliances, affiliations, and agendas of armed factions and politico-military groups in the Central African Republic ». Enough Project. Août 2017. Consulté : <https://enoughproject.org/reports/splintered-warfare-central-african-republic>
- ⁴ Debos, Marielle. « Le métier des armes au Tchad. Le gouvernement d'entre-guerres ». Karthala, coll. « Les Afriques ». 2013.
- ⁵ Groupe d'experts de l'ONU sur la Centrafrique. « Rapport à mi-parcours ». 23 juillet 2018. P. 16. Consulté : http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=%20S/2018/729
- ⁶ Secrétaire général de l'ONU. « Rapport sur la situation en République centrafricaine ». 18 juin 2018.
- ⁷ *Idem.*
- ⁸ Principales communautés ciblées par des massacres de masse à l'échelle nationale. 2018 : des civils ciblés pour leur appartenance religieuse (chrétiens et musulmans) ; 2016-2017 : Les communautés peul (ou Foulani) ; 2014-2015 : Les communautés de confession musulmane ; 2013 : Les gbayas, les runga et les gula.
- ⁹ Le 29 juin, un abbé a été tué par des éléments armés non identifiés à Bambari. Voir : <https://www.radiodekeluka.org/actualites/securite/32014-le-vicaire-general-du-diocese-de-bambari-tue-ce-vendredi-l-eglise-catholique-de-nouveau-endeuillee.html> ; Vendredi 30 mai, un prêtre a été tué par balle à Bambari, dans le centre du pays. Voir : <http://www.radiodekeluka.org/securite.html> ; Le 1^{er} mai, l'église de Fatima à Bangui a été attaquée par des bandes armées faisant plus de 16 morts, y compris l'abbé, et une centaine de blessés. Voir : <https://www.bbc.com/afrique/region-43961853> ; Le 3 avril, suite à une attaque armée dans le centre du pays, dans le village de Tagbara, 21 civils, y compris femmes et enfants, ont été retrouvés mort à côté de l'église du village. Voir : <http://www.rfi.fr/afrique/20180403-rca-attaque-minusca-tagbara-casque-bleu-tue-21-civils-retrouves-morts> ; Le 21 mars, une tuerie a occasionné la mort d'au moins 13 civils, y compris des enfants et le prêtre de la localité de Maloum. Voir : <http://www.rfi.fr/afrique/20180323-rca-violences-vendetta-centre-pays-balaka-seleka>
- ¹⁰ Abdoulaye Hissène, cité par une source interrogée par l'Enough Project en 2018.
- ¹¹ Groupe d'experts de l'ONU sur la Centrafrique. « Rapport à mi-parcours ». 23 juillet 2018.
- ¹² Voice of America Africa. « Au moins 24 morts dans des affrontements mardi à Bangui ». 1^{er} mai 2018. Consulté : <https://www.voaafric.com/a/six-morts-dans-des-affrontements-%C3%A0-bangui/4372347.html>
- ¹³ Mémoire de la plateforme des confessions religieuses en Centrafrique, publié le 12 mai 2018. Texte publié et consulté sur twitter : <https://twitter.com/NathaliaDukhan/status/1001058159383990273> ; Voir également : Vaticannews. « En Centrafrique, les leaders religieux disent stop aux interférences étrangères ». 29 mai 2018. Consulté : <https://www.vaticannews.va/fr/afrique/news/2018-05/en-centrafrique-les-leaders-religieux-disent-stop-aux-interferen.html>
- ¹⁴ Berman, Eric. Lombard, Louisa. « The Central African Republic and Small Arms. A regional tinderbox ». 2008. Consulté : <http://www.smallarmssurvey.org/fileadmin/docs/D-Book-series/book-07-CAR/SAS-Central-African-Republic-and-Small-Arms.pdf>
- ¹⁵ *Idem.*
- ¹⁶ Seignobos, Christian. « The phenomenon of the Zaraguina in Northern Cameroon – A crisis of Mbororo society ». Afrique Contemporaine. 2011/3 (No 239). Consultable : http://www.cairn-int.info/article-E_AFCCO_239_0035--the-phenomenon-of-the-zaraguina-in-north.htm
- ¹⁷ Berman, Eric. Lombard, Louisa. « The Central African Republic and Small Arms. A regional tinderbox' ». 2008.
- ¹⁸ International Crisis Group. « République centrafricaine : Anatomie d'un État fantôme ». Rapport Afrique No 136. 13 décembre 2007. Consulté : <https://d2071andvip0wj.cloudfront.net/central-african-republic-anatomy-of-a-phantom-state-french.pdf>
- ¹⁹ International Crisis Group. « République centrafricaine : Les urgences de la transition ». Rapport Afrique N°203. 11 juin 2013. Consultable : <https://d2071andvip0wj.cloudfront.net/central-african-republic-priorities-of-the-transition-french.pdf>
- ²⁰ International Crisis Group. « République centrafricaine : Anatomie d'un État fantôme ». Rapport Afrique No 136. 13 décembre 2007.
- ²¹ Dukhan, Nathalia. « Splintered warfare : Alliances, affiliations, and agendas of armed factions and politico-military groups in the Central African Republic ». Enough Project. Août 2017. P. 28.
- ²² Fédération internationale des droits de l'homme. « République centrafricaine : Un pays aux mains des criminels de guerre de la Séléka ». No 616f. Septembre 2013. Consulté : https://www.fidh.org/IMG/pdf/rapport_d_enque_te_rca-ld3.pdf

-
- ²³ Conseil de sécurité de l'ONU. « François Yangouvonda Bozizé ». 13 mai 2014. Consulté : <https://www.un.org/sc/suborg/fr/sanctions/2127/materials/summaries/individual/fran%C3%A7ois-yangouvonda-boziz%C3%A9>
- ²⁴ Radio France internationale. « RCA : la démission de Djotodia officialisée à N'Djaména ». 10 janvier 2014. Consulté : <http://www.rfi.fr/afrique/5min/20140110-rca-demission-djotodia-officialisee-ndjamena-tchad>
- ²⁵ Plusieurs entretiens avec des leaders de factions ex-Séléka, 2016-2018.
- ²⁶ Dukhan, Nathalia. « Splintered warfare : Alliances, affiliations, and agendas of armed factions and politico-military groups in the Central African Republic ». Enough Project. Août 2017. P. 28.
- ²⁷ Jeune Afrique. « Centrafrique : tout savoir sur les négociations de Nairobi ». 15 avril 2015. Consulté : <http://www.jeuneafrique.com/230365/politique/centrafrique-tout-savoir-sur-les-negociations-de-nairobi/>
- ²⁸ Dukhan, Nathalia. « Splintered warfare : Alliances, affiliations, and agendas of armed factions and politico-military groups in the Central African Republic ». Enough Project. Août 2017. P. 26.
- ²⁹ Fadoul Albachar, cité par une source interrogée par l'Enough Project en août 2018.
- ³⁰ Dukhan, Nathalia. « Et si on arrêta de récompenser les chefs des groupes armés en Centrafrique ? ». Le Monde. 20 février 2017. Consulté : https://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/02/20/et-si-on-arretait-de-recompenser-les-chefs-des-groupes-armes-en-centrafrique_5082264_3212.html
- ³¹ Conseil de sécurité de l'ONU. « Abdoulaye Hissène ». 17 mai 2017. Consulté : <https://www.un.org/sc/suborg/fr/sanctions/2127/materials/summaries/individual/abdoulaye-hissene> ; Département du Trésor des États-Unis. « Treasury sanctions two Central African Republic militia commanders ». 12 avril 2017. Consulté : <https://www.treasury.gov/press-center/press-releases/Pages/sm0041.aspx>
- ³² Entretiens avec plusieurs leaders de la Séléka, de membres de groupes d'auto-défense musulmans, de combattants anti-Balaka et des membres du Kwa Na Kwa, le parti politique de François Bozizé, entre 2016 et 2018.
- ³³ Minusca. « Violations and abuses of human rights and violations of international humanitarian law by the FPRC coalition and the UPC in Haute-Kotto and Ouaka between 21 November 2016 and 21 February 2017 ». Septembre 2017. P. 13. Consulté à : https://minusca.unmissions.org/sites/default/files/fprc_upc_bria_bakala_report_16oct2017_copy.pdf
- ³⁴ *Idem* ; Human Right Watch. « Central African Republic: Executions by rebel groups ». 16 février 2017. Consulté : <https://www.hrw.org/news/2017/02/16/central-african-republic-executions-rebel-group>
- ³⁵ Panel d'experts de l'ONU sur la Centrafrique. « Rapport final ». 6 décembre 2017. Consulté : http://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=S/2017/1023&referer=/english/&Lang=F
- ³⁶ Groupe d'experts de l'ONU sur la République centrafricaine. « Rapport à mi-parcours ». 26 juillet 2017.
- ³⁷ Extrait d'un enregistrement d'une conversation téléphonique entre un leader d'une faction armée de l'ex. Séléka et un chef militaire de son mouvement, 2016. Enregistrement consulté en 2017.
- ³⁸ Dukhan, Nathalia. « Territoire morcelé, communautés divisées : la République centrafricaine face à des menaces sécessionnistes ». Enough Project. Février 2017. Consulté : https://enoughproject.org/files/Final2_CAR%20Partition_French_02_17.pdf
- ³⁹ Entretiens avec plusieurs leaders de la Séléka issus du MPC, FPRC et UPC, 2017 ; Le panel d'experts de l'ONU sur la Centrafrique indique dans son rapport du 26 juillet 2017 que « les groupes ex-Séléka se sont accusés mutuellement de recruter des combattants au-delà des frontières, au Tchad et au Soudan ». Consulté : http://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=S/2017/639&referer=/english/&Lang=F
- ⁴⁰ Radio France Internationale. « Interview exclusive RFI : le chef rebelle tchadien Abdel Kader Baba Laddé se réorganise ». 28 février 2012. Consulté : <http://archive.wikiwix.com/cache/?url=http%3A%2F%2Fwww.rfi.fr%2Fafrique%2F20120228-abdel-kader-baba-ladde-tchad-rca-offensive-reorganise> ; Dukhan, Nathalia. « Splintered warfare : Alliances, affiliations, and agendas of armed factions and politico-military groups in the Central African Republic ». Enough Project. P. 28 et 31. Consulté : https://enoughproject.org/wp-content/uploads/2017/08/SplinteredWarfare_August2017_Enough_final.pdf
- ⁴¹ Extrait de l'accord signé le 6 octobre 2017 à Ippy. Consulté : https://twitter.com/RJDH_RCA/status/918514017429327872
- ⁴² Entretien avec une source interrogée par l'Enough Project en 2018.
- ⁴³ Entretiens avec plusieurs leaders Séléka, 2018.
- ⁴⁴ Réseau des journalistes pour les droits de l'homme. « Centrafrique : le pays renforce sa coopération avec la Russie ». 22 août 2018. Consulté : <http://rjd.org/centrafrique-le-pays-renforce-sa-cooperation-militaire-avec-la-russie/>
- ⁴⁵ Le monde. « La Centrafrique et la Russie signent un accord militaire ». 21 août 2018. Consulté : <http://fr.euronews.com/2018/08/22/la-russie-et-la-centrafrique-signe-un-accord-militaire>
- ⁴⁶ Radio France internationale. « La Russie autorisée à livrer des armes à la Centrafrique ». 14 décembre 2017. Consulté : <http://www.rfi.fr/afrique/20171214-russie-rca-livrer-armes-centrafrique-armee>
- ⁴⁷ Centrafrique presse. « Dons de véhicules américains et chinois à l'armée en Centrafrique ». 9 août 2018. Consulté : <https://www.centrafrique-presse.info/article/12170/dons-de-vehicules-americains-et-chinois-a-l-armee-en-centrafrique>
- ⁴⁸ Réseau des journalistes des droits de l'homme. « Centrafrique : le redéploiement des FACA à Bangassou, un espoir pour le peuple ». 23 juin 2018. Consulté : <http://rjd.org/centrafrique-le-redeploiement-des-faca-a-bangassou-un-espoir-pour-le-peuple>

-
- [peuple/](#) ; Radio France Internationale. « Centrafrique : l'opération séduction des Russes au PK5 ». 25 avril 2018. Consulté : <http://www.rfi.fr/afrique/20180425-info-rfi-centrafrique-russes-menant-operation-seduction-pk5>
- ⁴⁹ Groupe d'experts de l'ONU sur la Centrafrique. « Rapport à mi-parcours ». 23 juillet 2018.
- ⁵⁰ Des vidéos circulant sur les réseaux sociaux et prises par des amateurs dans l'arrière-pays montrent les convois d'Ali Darassa l'UPC à Bria et d'autres vidéos montrent les convois d'Abdoulaye Hissène à N'Délé. Ces convois sont composés d'une dizaine de pick-up et de motos, transportant une centaine de combattants armés.
- ⁵¹ Réseau des journalistes des droits de l'homme. « Centrafrique : les 12 revendications 'non négociables' des groupes armés pour la prochaine concertation ». 21 août 2018. Consulté : <http://rijdh.org/centrafrique-les-12-revendications-non-negociables-des-groupes-armes-pour-la-prochaine-concertation/>
- ⁵² Entretien avec une source interrogée par l'Enough Project, août 2018.
- ⁵³ Saint Victor, Florent. « 45 ans d'opérations militaires françaises en République centrafricaine ». CDEF. Lettre du RETEX-Operations. N° 8. 9 décembre 2013.
- ⁵⁴ Jeune Afrique. « Centrafrique : la garde rapprochée russe du président Touadéra ». 16 août 2018. Consulté : <http://www.jeuneafrique.com/551743/politique/centrafrique-la-garde-rapprochee-russe-du-president-touadera/>
- ⁵⁵ Copie consultée de la lettre d'invitation à une table ronde adressée à certains députés de l'Assemblée nationale membres du parti du président Touadéra, le mouvement Cœur uni, sur le thème « déclaration d'entente de Khartoum - Un pas vers la paix », signée par Valerii Zakharov, datée du 6 septembre 2018.
- ⁵⁶ Le potentiel centrafricain. « Centrafrique : Succès d'une table ronde des maires avec le conseiller du président Valery Zakharov ». 12 août 2018. Consulté : <http://lepotentielcentrafricain.com/?p=4016>
- ⁵⁷ Des documents ont été consultés en août et septembre 2018.
- ⁵⁸ Africa Intelligence. « Moscou met le cap sur l'or et le diamant ». 18 juillet 2018. Consulté : <https://www.africaintelligence.fr/lc/reseaux-d-affaires/2018/07/18/moscou-met-le-cap-sur-l-or-et-les-diamants,108317447-art>
- ⁵⁹ Un décret (numéro 18-121) portant la signature du président Touadéra, le premier ministre et le ministre des mines a été signé en date du 2 juin 2018. Il attribue un permis d'exploration du diamant et d'or à la société Lobaye Invest SARLU. Copie consultée sur le site Internet du Ministère des finances : <http://www.finances-budget.cf/documents/602-rca-2018-06-decret-18-0121-attribution-permis-de-recherche-a-la-societe-lobaye-invest-sarlu/file> ; Un arrêté (numéro 076/18) a été signé par le Ministre des mines, Léopold Mbolli Fatran, le 25 juillet 2018 pour un permis de recherche de diamant et d'or à la société Lobaye Invest SARLU. Copie consultée sur le site Internet du Ministère des finances : <http://www.finances-budget.cf/documents/596-rca-2018-07-mmg-arrete-0076-autorisation-de-reconnaissance-miniére-a-societe-miniére-lobaye-invest-sarlu/file>; Pour les autres permis, voir la carte interactive de IPIS Research sur la République Centrafricaine, publiée en septembre 2018 présentant les concessions minières : <http://ipisresearch.be/mapping/webmapping/car/v2/#4.137925810355426/17.46664773546206/5.6804720362086805/4/18,5,10/>
- ⁶⁰ Des documents portant sur la création d'entreprises en Centrafrique ont été consultés au courant de l'année 2018.
- ⁶¹ Warsaw Institute. « Wagner versus Patriot: Fighting for mercenary control ». 12 juillet 2018. Consulté : <https://warsawinstitute.org/wagner-versus-patriot-fighting-mercenary-control/> ; France 24. « Les mercenaires russes en Syrie, l'armée secrète de Poutine ». 1^{er} mars 2018. Consulté : <https://www.france24.com/fr/20180301-focus-exclusif-mercenaires-russes-syrie-deir-ezzor-wagner>
- ⁶² Libération. « Mercenaires russes : du Donbass à Damas, des héros pas assez discrets ». 12 mars 2018. Consulté : https://www.liberation.fr/planete/2018/03/12/mercenaires-russes-du-donbass-a-damas-des-heros-pas-assez-discrets_1635677
- ⁶³ Entretiens avec deux sources interrogées par l'Enough Project proche de l'UPC, 2018.
- ⁶⁴ Entretiens avec plusieurs chefs de groupes armés, 2018.
- ⁶⁵ Banque mondiale. « Breaking the cycle of conflict and instability – Central African Republic economic update ». Mars 2018. P. 12. Consulté : <http://documents.worldbank.org/curated/en/444491528747992733/pdf/127056-WP-PUBLIC-BreakingTheCycleOfConflictAndInstabilityInCAR.pdf>
- ⁶⁶ Mémoire de la plateforme des confessions religieuses en Centrafrique, publié le 12 mai 2018. Texte publié et consulté sur twitter : <https://twitter.com/NathaliaDukhan/status/1001058159383990273>.
- ⁶⁷ Saint Victor, Florent. « 45 ans d'opérations militaires françaises en République centrafricaine ». CDEF. Lettre du RETEX-Operations. N° 8. 9 décembre 2013.
- ⁶⁸ Marchal, Roland. « Being rich, being poor. Wealth and fear in the Central African Republic » dans : Carayannis, Tatiana. Lombard, Louisa. « Making sense of the Central African Republic ». Zed books London. 2015.